

# APPEL A L'UNITÉ D'ACTION DES TRAVAILLEURS ET DU PEUPLE POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES ET CHANGER DE SOCIÉTÉ

Le 1<sup>er</sup> Mai 2020

Malgré les extraordinaires efforts de tous les agents hospitaliers, la terrible crise sanitaire que nous vivons s'explique simplement ! Notre système de santé est gravement affaibli dans toutes ses composantes (personnels, appareils, matériels, médicaments et recherche...). Il est donc logique qu'il ait les pires difficultés à endiguer une vague pandémique pourtant prévisible au regard de l'histoire virale des dernières décennies (VIH, MERS, SRAS). Cette misère médicale a sévi également dans les EHPADs, éclairant d'une lumière crue la place que le capitalisme réserve aux personnes âgées. Faute de continuité de soins, des centaines de milliers de malades chroniques sont en danger.

Cette misère médicale nous contraint à un confinement massif et autoritaire. La protection, le dépistage et le traitement efficace avéré des personnes atteintes du virus répondent naturellement à l'intérêt général ; c'est au contraire un refus politique de faire ces choix qui a été pris pour rester sous la coupe des intérêts de laboratoires privés. C'est encore elle qui nous contraint, par carence des seuls moyens efficaces (masques et tests), à un déconfinement progressif dangereux et sans aucune sécurité, pour permettre au patronat de redémarrer ses entreprises. Pertes de vies humaines, affaiblissement de la production et régression démocratique, le bilan de l'Union Européenne, de Macron et son gouvernement est terrible. **Il est le révélateur de la nature même du système capitaliste.**

Les causes profondes de cette situation n'ont rien de mystérieux. Elles tiennent pour l'essentiel dans l'axe directeur des politiques menées depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs de concert avec des organisations supranationales -et notamment l'Union européenne- : la mise en place de la toute-puissance du capital et de la finance, la

religion du capitalisme à l'européenne, l'hégémonie des « premiers de cordée », la « liberté de circulation », les délocalisations et l'abandon de toute politique industrielle indépendante, la baisse massive de la fiscalité et exonérations de « charges », la multiplication des « aides publiques », l'extension continue des privatisations et la destruction des services publics, le statut exclusif de prêteur aux banques qui assure sa domination sur les investissements et construit une dette prétendument « publique » : toutes les facilités ont été octroyées au capital.

Pour y concourir, une maltraitance sans précédent a été infligée au travail et au salariat : stagnation des salaires, casse des statuts et du code du travail, extension de la précarité, démolition continue du système de protection sociale, atteintes aux libertés, violences policières...

Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements successifs ont concouru à une érosion continue de la souveraineté de notre communauté politique : aussi bien en refusant d'entendre les aspirations populaires qu'en ne respectant pas les décisions politiques (souvenons-nous du référendum de 2005).

L'affaiblissement du service public hospitalier, le retard de la recherche médicale publique indépendante des groupes pharmaceutiques par insuffisance de son financement pour privilégier une recherche orientée vers des intérêts privés, l'incapacité nationale -due à des délocalisations délibérées à vocation financière- de produire les nécessaires instruments sanitaires et le caractère de classe des effets de la pandémie (la vulnérabilité au virus est pour beaucoup liée à la condition sociale) ... toutes ces réalités trouvent leurs causes dans les politiques publiques menées depuis des années.

En fait aujourd'hui la vraie question qui est posée c'est : qui va faire les frais de la crise économique déclenchée par l'étincelle du coronavirus ? Pour vaincre la pandémie, comme demain pour répondre aux besoins : de cette question en découle une autre pour les travailleurs, notre peuple, et notre Nation :  **dans quelle société voulons-nous vivre ?**

Cette épidémie est mondiale ! Elle touche 185 pays, 4,5 milliards d'habitants de la planète sont confinés, depuis le début de cette crise sans précédent, les Etats Unis compte 22 millions de chômeurs de plus. Les inégalités qui s'étaient considérablement aggravés dans le monde vont atteindre des sommets alors que jamais on n'a connu autant de milliardaires. Cette situation comme on peut la constater a mis en évidence des approches différentes. Ainsi, s'il y a un grand besoin de coopération internationale pour trouver des réponses urgentes afin de sauver des vies humaines, les Etats Unis font le choix de quitter l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et l'Union Européenne montre sa vraie nature. Tous les pays riches font pleuvoir des milliards pour les entreprises et la finance, mais s'y refusent pour la santé des gens. A l'inverse des pays, qui font d'autres choix de société et donnent la priorité à la santé de leurs peuples, se mobilisant pour organiser la solidarité avec d'autres comme en témoigne Cuba ou le Venezuela.

### **Pour le peuple et le salariat, l'alternative est simple et vitale**

Soit, nous laissons le gouvernement approfondir encore, quel que soit l'emballage avec lequel il présente sa démarche, la politique qui nous a mené à la situation d'aujourd'hui...et pour l'immense majorité d'entre nous se sera toujours plus dur...et délétère pour la société qui sombrera inévitablement dans un régime de plus en plus autoritaire. Soit, nous acceptons ces perspectives comme fatales et inévitables,

Soit nous prenons résolument, sur chaque sujet, le parti du travail, du salariat, de la démocratie ; bref, du rassemblement et de

l'intérêt général. C'est seulement ainsi que nous allons pouvoir commencer à avancer et reconstruire notre société.

**Cela va exiger de surmonter nombre d'obstacles ; cela va nécessiter de prendre appui sur nos atouts et notre expérience. Nous n'en manquons pas.**

Le pouvoir : ni sa gestion de la crise, fondée sur le mensonge et l'autoritarisme, ni les mesures prises -garanties de prêts aux détenteurs du capital des entreprises, poursuite du soutien massif aux banques pour retarder la crise financière-, ni ce qu'il a laissé entrevoir de ses projets, ni la mise en place de « partenariats public-privé » pour notre système sanitaire, ni l'abandon de la souveraineté française au bénéfice d'une prétendue souveraineté européenne...ne dessinent un changement d'orientation. Ce sera toujours plus de soutien public au capital, plus d'intégration européenne et le tout, au nom de l'union sacrée entre les travailleurs et les patrons...

Les mesures de chômage partiel –si elles sont légitimes- ne doivent pas nous abuser : sans elles, patronat et gouvernement ne pouvaient pas gérer les dangers que revêtiraient la colère populaire, les grèves, un risque de soulèvement. Par ailleurs il devait s'assurer la continuité physique des créateurs de richesses...

Le MEDEF, et ses portes paroles du gouvernement, a vite dégainé pour indiquer sa solution : le dynamitage du code du travail. Leur objectif est clair, il faut faire payer la crise aux salariés en activité, aux exclus du travail aux retraités, aux producteurs de richesses. La sortie de cette pandémie va laisser des millions de travailleurs dans des situations sociales et psychologiques très précaires.

Il faut donc se préparer à agir, subir serait la pire des choses. Un grand peuple comme le nôtre ne saurait s'y résoudre ! Lui seul est porteur des valeurs et des principes qui ont été portés par le programme du Conseil National

de la Résistance. Des dizaines de millions de femmes et d'hommes vivent aujourd'hui, dans leurs corps et dans leurs têtes, ce qu'est la nocivité du capitalisme, éclairée par les multiples mobilisations pour défendre notre système de santé.

Ce sont les responsables de cette situation, et ceux qui ont bénéficié des largesses des gouvernements qui se sont succédés, qui doivent payer les dégâts et assumer financièrement les conséquences sociales et économiques. Cet objectif doit et peut trouver un large soutien.

La légitimité du monde du travail à occuper une place centrale dans la société est établie : les « premiers de corvée » font tourner la machine que les « premiers de cordée » ont mise à mal.

### **La bataille d'idées sera la condition de la construction dans l'action d'un rassemblement efficace**

Le gouvernement, le patronat et ses soutiens politiques n'ont pas tardé à entrer dans la bataille, avec le discours : lourdeur de l'Etat, nécessité de décentralisation et nécessaire, échelle européenne de règlement des problèmes, etc. Tout est dit pour affaiblir le cadre de l'exercice de la souveraineté populaire, la Nation, comme communauté politique essentielle.

Avancer nécessite d'aborder des questions fondamentales : propriétés publiques stratégiques ; indépendance nationale ; conditions de véritables coopérations internationales et paix ; maîtrise budgétaire et monétaire ; conditions d'exercice de la souveraineté populaire ; garanties collectives ; politiques publiques et industrielles ; sécurité sociale ...

Nous allons devoir retrouver ces objectifs dans chaque lutte. Cela va constituer la condition du rassemblement et de sa progression.

Cela va commencer tout de suite avec la bataille pour imposer des conditions sanitaires indispensables à un déconfinement correct, notamment sur les lieux de travail ; et cela va continuer avec l'urgente construction d'un système sanitaire public dans toute son ampleur et à travers une gestion démocratique.

Cela devra se poursuivre et s'amplifier par la défense pied-à-pied des revendications de salaires, d'emploi, de services publics, de libertés et de droits démocratiques avec l'objectif pour les travailleurs d'assumer leurs responsabilités partout dans l'entreprise, dans la cité et jusqu'au niveau de l'État. C'est ce qui doit être partout à l'ordre du jour !

Contrairement à ce que prétendent les gouvernants, ce ne sont pas à eux de déterminer ce que sera le plan de société qui doit être mis en place, mais à nous, le peuple, les travailleurs, ceux qui sont indispensables à la bonne marche de notre pays.

Cette tribune est un appel à toutes les forces progressistes de notre Nation, à lancer un processus démocratique de décisions et d'actions, dans les entreprises, dans les quartiers, les communes : masqués mais non muselés, nous devons nous réunir, décider ensemble de ce que sera le monde de demain, et ce processus ne commence pas quand Macron l'autorise, il doit démarrer maintenant.

**Nous devons redevenir résistants. Nous devons décider de notre avenir et nous devons nous-même le mettre en place.**

## Rejoignez les premiers signataires :

Rudy ALBERTINI, CGT Corse du Sud ; Christian ALIA, CGT Commerce ; Serge ALLÈGRE, CGT Caoutchouc ; Daniel ANGIBAUD, CGT Cher ; Jean-Michel AUDRY, CGT Bouches-du Rhône ; Michael BENOIT, CGT Cher ; Pierre BERTOUX, CGT Loir-et-Cher ; Isabelle BERTRAND, CGT Cher ; Patrick BIONDI, CGT Pétrole ; Manuel BLANCO, CGT Chimie ; Pierre BONNET, CGT Tarn et Garonne ; Alain BORG, CGT Loir-et-Cher ; Patrice BOSSART, CGT Corse du Sud ; Boualem BOUAKKAZ, CGT Cher ; Yannick BOUTRY, CGT Corse du Sud ; Armelle BRUANT, CGT Loiret ; Ludovic BUFKENS, CGT Chimie ; Laetitia BURDIN, CGT Cher ; Stéphane CATELAIN, CGT Énergie Paris ; Cédric CAUBERE, CGT Haute-Garonne ; Coco CAZAUX, CGT Landes ; Françoise CHABASSIEU, CGT Bouches-du Rhône ; Hervé CHESNEL, CGT Énergie Paris ; Philippe CORDAT, CGT Centre-Val de Loire ; Bernard CRISTALLI, CGT Ports et Docks ; Patricia CURCIO, CGT Corse du Sud ; Maria DA COSTA PEREIRA, CGT Paris ; Charles DASSONVILLE, CGT Commerce ; Thierry DEFRESNES, CGT Pétrole ; Josiane DELAUNE, CGT Indre ; Jean-Paul DELESCAUT, CGT Nord ; Stéphane DEMAUX, CGT Bouches-du Rhône ; Lina DESANTI, CGT Tarn et Garonne ; Rémi DESCHANEL, CGT Bouches-du Rhône ; Isabelle DESMERO, CGT Artistes Interprètes ; Bernard DIMENT, CGT Énergie Paris ; Sébastien DORÉ, CGT Pyrénées-Atlantiques ; Jérôme DUBUISSON, CGT Marins ; Magali ESCOT, CGT Bouches-du Rhône ; Timothée ESPRIT, CGT Pyrénées-Atlantiques ; Laurent FAIVRE, CGT Bouches-du Rhône ; Paul Pierre FIAMENGI, CGT Corse du Sud ; Catherine FLECHARD, CGT Énergie Paris ; Marielle FRANCHI CHEVALIER, CGT Corse du Sud ; Florie GAETA, CGT Cher ; Pascal GALEOTE, CGT Ports et Docks ; Virginie GALEOTE, CGT Bouches-du Rhône ; Jean-Michel GILLES, CGT Puy-de-Dôme ; Maryvonne GOUDINOUX, CGT Cher ; Christophe GRAZIANI, CGT Corse du Sud ; Olivier GREVET, CGT Plasturgie ; Muriel GRISOT, CGT Corse du Sud ; Stéphane GRISOT, CGT Corse du Sud ; Alain GUILMAIN, CGT Loir-et-Cher ; Nadège GUINET, CGT Cher ; Jean HERQUIN, CGT Var ; Christophe JANOT, CGT Caoutchouc ; Alain JOB, CGT Aude ; Abdelmajid KALAI, CGT Bouches-du Rhône ; Amar LAGHA, CGT Commerce ; Noël LECHAT, CGT Sociétés d'études ; Pascal LEFEBVRE, CGT FILPAC ; François LEPAIN, CGT Cher ; Nicolas LEPAIN, CGT Cher ; Emmanuel LÉPINE, CGT Industries chimiques ; Stéphane LEROY, CGT Corse du Sud ; Bouchra LEROY, CGT Corse du Sud ; Cédric LIECHTI, CGT Énergie Paris ; Maxime LORANDEAU, CGT Ports Marseille ; Yann MANNEVAL, CGT Bouches-du Rhône ; Sébastien MARTINEAU, CGT Cher ; Claude MAS, CGT Bouches-du Rhône ; Olivier MATEU, CGT Bouches-du Rhône ; Gérard MELIN, CGT Cher ; Roger MENIGOT, CGT Cher ; Fabienne MONTIGNY, CGT Cher ; Mickael MUSIOL, CGT Bouches-du Rhône ; Xavier NESA, CGT Corse du Sud ; Alain ONESIME, CGT Énergie Paris ; Jean-Pierre PAGE, CGT Val-de-Marne ; Richard PALAO, CGT Sécurité sociale ; Ange PATALACCI, CGT Corse du Sud ; Jean PENICHON, CGT Paris ; Joëlle PERETTI, CGT Corse du Sud ; Patrice PÉRICHOU, CGT Énergie Paris ; Eric PERROT, CGT Cher ; Ludovic PIERUCCIONI, CGT Bouches-du Rhône ; Michel PINAULT, CGT Cher ; Natacha POMMET, CGT Services Publics ; Jacky PRAT, CGT Cheminots ; Cédric QUINTIN, CGT Val-de-Marne ; Michel RESSORT, CGT Bouches-du Rhône ; Michael ROMANI, CGT Corse du Sud ; Sindie SANTACROCE, CGT Corse du Sud ; Éric SELLINI, CGT Pétrole ; Marie-Pierre SERENI, CGT Corse du Sud ; Pascal SUDRE, CGT Orléans ; Baptiste TALBOT, CGT Services Publics ; Yves THONNIET, CGT Cher ; Jacques TOURTEAUX, CGT Retraités ; Jean-Pierre TRICAUD, CGT Dordogne ; Dominique VALLETTE, CGT Chimie ; Jean-Claude VATAN, CGT Cher ; Régis VIECELI, CGT Éboueurs Paris ; Chanthy YEM, CGT Bouches-du Rhône ; Jean-Claude ZAPARTY, CGT Pyrénées Orientales ; Jérémy ZUCHELLI, CGT Bouches-du Rhône

**[appeldu1ermai2020@gmail.com](mailto:appeldu1ermai2020@gmail.com)**